

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 727 / Décembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^E TRIMESTRE 2022

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

Une activité économique contrastée au 3^e trimestre de l'année

L'activité économique ressort en demi-teinte au troisième trimestre de l'année. Une dégradation des principaux indicateurs conjoncturels est observée, contrebalancée par une saison estivale dynamique pour le secteur du tourisme et une reprise du BTP.

La croissance des prix à la consommation reste élevée bien qu'elle ralentit sur le trimestre. Dans le même temps, l'euro stagne face au dollar canadien.

Après s'être maintenue sur la première partie de l'année, la consommation des ménages fléchit. Les importations de biens durables et non alimentaires sont en baisse. Le marché du travail se détériore, le taux de chômage se dégradant sur un an en raison de l'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi sur l'archipel. Parallèlement, les difficultés de recrutement persistent.

L'investissement des entreprises marque le pas au 3^e trimestre. Les importations à destination des entreprises, à la fois en biens d'équipement et en biens intermédiaires, diminuent.

Le déficit commercial de l'archipel s'améliore. Cette évolution du commerce extérieur est le fait d'un dynamisme des exportations (vente de l'ATR Air Saint-Pierre) et d'une contraction des importations, à la fois à destination des entreprises et des ménages. Les exportations de produits de la mer affichent à nouveau une tendance positive, après deux trimestres consécutifs à zéro.

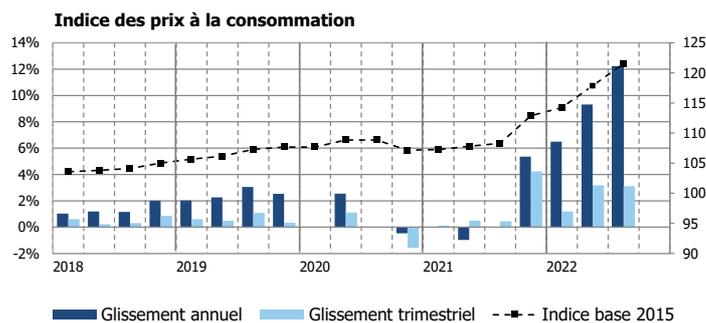
Au niveau sectoriel, le 3^e trimestre est marqué par un regain de dynamisme du tourisme et de la construction en raison de la saison estivale et de la reprise de plusieurs chantiers publics sur l'archipel. L'activité touristique s'inscrit ainsi en hausse sur un an, marquée par une fréquentation de touristes de croisière surpassant celle d'avant-crise. Le secteur halieutique connaît quant à lui une contraction de son activité sur un an, concentré autour de la coquille.

Léger ralentissement de l'inflation globale sur trois mois

Dans l'ensemble, l'indice des prix à la consommation ralentit légèrement sur trois mois (+3,1 % après +3,2 %). La hausse des prix se contracte du fait du ralentissement du prix des services (+2,6 % après +3,7 %), s'expliquant également par le ralentissement de l'inflation sur les prix des produits énergétiques : la croissance du prix des carburants décélère nettement (+6,3 % après +22,2 %), celle du fioul de chauffage également mais reste élevée (+20,0 % après +35,1 %).

Au contraire, la hausse des prix des produits alimentaires se poursuit pour accélérer nettement sur le trimestre (+5,6 % après +1,8 %), tirée par l'augmentation des prix de toutes ses composantes : la hausse des prix des produits de type « sucres, confitures et confiseries », des légumes ainsi que des produits laitiers et œufs s'accroît (respectivement +12,0 %, +6,9 % et +5,9 %). Relativement épargné jusqu'ici, le prix du « café, thé et cacao » accélère (+24,2 %) et la hausse soutenue sur les prix des produits de type « Eaux, boissons gazeuses, jus de fruits ou de légumes » se poursuit (+9,0 % après +7,2 %). De la même façon, les prix d'achats de véhicules suivent une tendance haussière (+5,6 %) sur le trimestre notamment en raison de la pénurie de semi-conducteurs.

Sur un an, les prix à la consommation continuent d'accélérer (+12,2 % après +9,3 %), toujours tirés par la hausse du prix de l'énergie et des matières premières conditionnée par la guerre en Ukraine et les difficultés d'approvisionnement liées à la reprise de l'activité. Hors énergie, l'indice des prix progresse de façon plus modérée (+6,7 %).



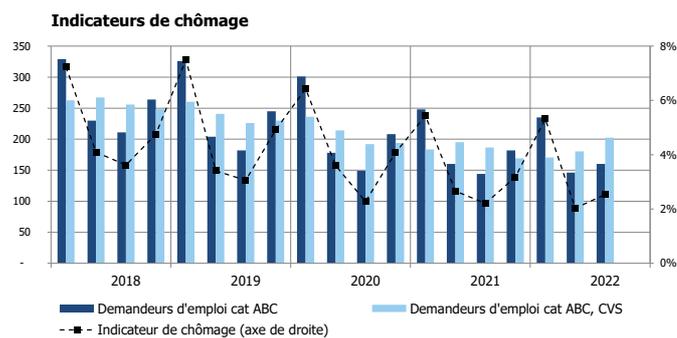
Source : Préfecture

Regain du taux de chômage

Les indicateurs de chômage se détériorent au 3^e trimestre de l'année. Fin septembre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A repart nettement à la hausse sur un an (+25,0 %) et atteint 80 personnes. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC, c'est-à-dire inscrites à Pôle Emploi et tenus de rechercher un emploi, augmente de façon plus modérée sur douze mois (+11,1 %) pour atteindre 160 personnes. Corrigés des variations saisonnières, le nombre de DEFM de catégorie A croît également sur trois mois (+23,4 %, CVS) tout comme le nombre de DEFM de catégorie ABC (+12,3 %, CVS).

Ainsi, après avoir atteint un creux record au second trimestre 2022, le taux de chômage augmente à nouveau sur un an (+0,3 point) pour atteindre 2,5 % (3,8 %, CVS) compte tenu de la hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

Pour autant, les difficultés de recrutement persistent : depuis janvier 2022, Pôle Emploi enregistre 272 offres d'emploi pour seulement 180 demandeurs d'emploi en moyenne (cat ABC). Au 3^e trimestre, les entreprises du secteur du transport et logistique et du commerce sont les plus touchées par la pénurie de main d'œuvre.

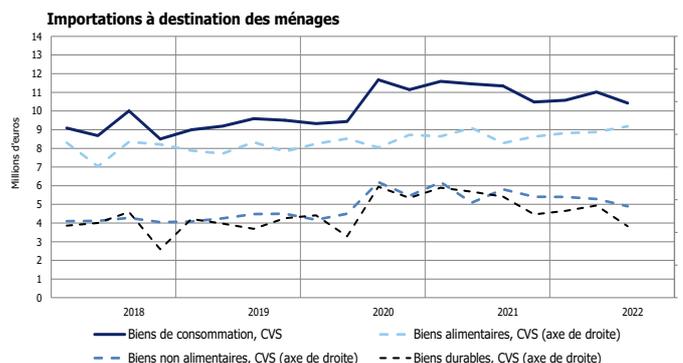


Sources : Pôle emploi, CVS IEDOM

La consommation des ménages s'essouffle

Les dépenses de consommation des ménages fléchissent au 3^e trimestre, après s'être maintenues sur la première partie de l'année. Les importations en valeur de biens de consommation chutent de -5,4 % (CVS) sur trois mois à 10,4 millions d'euros. La baisse des importations de biens durables (-22,6 %, CVS) et de biens non alimentaires (-7,4 %, CVS) sont à l'origine de ce repli. Au contraire, les importations de biens alimentaires augmentent à nouveau (+3,4 %, CVS).

Conjointement, les ventes de véhicules particuliers neufs diminuent sur trois mois (-30,3 %, CVS).

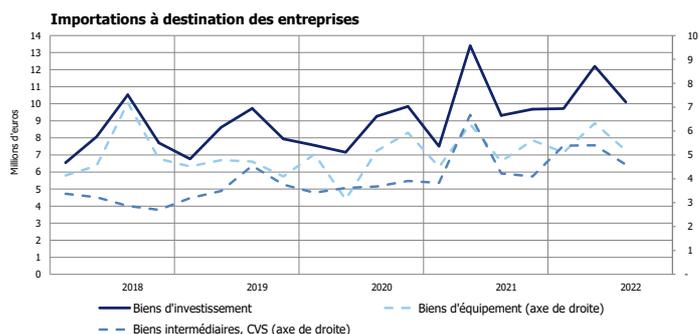


Sources : Douanes, CVS IEDOM

L'investissement privé marque le pas

Au 3^e trimestre, l'investissement privé marque le pas après un bond enregistré au trimestre précédent. Les importations en valeur à destination des entreprises diminuent sur trois mois (-17,2 %) à 10,1 millions d'euros, retrouvant un niveau similaire à celui observé en début d'année.

Le recul de l'investissement est attribuable à la baisse de ses deux composantes : Les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires chutent respectivement de -18,0 % et -15,0 % (CVS) sur trois mois. En parallèle, les ventes de véhicules utilitaires neufs croissent de nouveau sur le trimestre (+38,9 %) tandis qu'elles continuent de diminuer sur un an (-13,8 %).



Sources : Douanes, CVS IEDOM

Recul des importations hors combustibles et reprise des exportations de produits de la mer

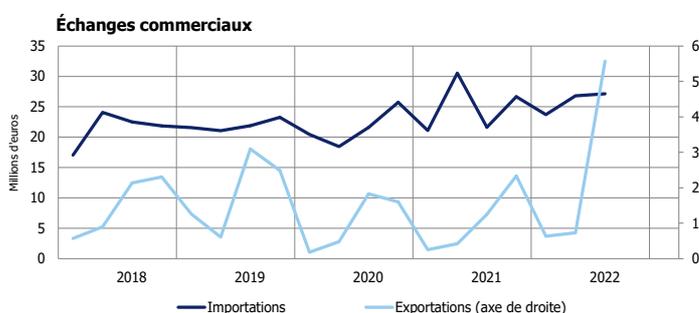
Si dans l'ensemble la croissance des importations totales en valeur se maintient (+1,2%) au 3^e trimestre, celle-ci est entièrement attribuable à la hausse des importations de combustibles en valeur et en volume.

Ainsi, les importations hors combustibles en valeur reculent sur trois mois (-6,4 %, CVS). Cette diminution s'explique par la baisse concomitante des importations à destination des entreprises (-17,2 %) et des ménages (-5,4 %, CVS).

Le recul des importations à destination des entreprises est attribuable à la baisse de ses deux composantes : les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires diminuent respectivement de -18,0 % et -15,0 %, CVS sur trois mois.

La baisse des importations de biens à destination des ménages s'explique quant à elle par la réduction des importations de biens durables (-22,6 %, CVS) et de biens non alimentaires (-7,4 %, CVS). Au contraire, les importations de biens alimentaires augmentent à nouveau sur trois mois (+3,4 %, CVS).

La croissance exponentielle des exportations en valeur observée au 3^e trimestre correspond à la vente de l'ATR 42-500 d'Air Saint-Pierre en septembre sur l'archipel. Enfin, après deux trimestres consécutifs à zéro, les exportations de produits de la mer se redressent à nouveau à 0,5 million d'euros, portées entièrement par l'exploitation de mollusques.

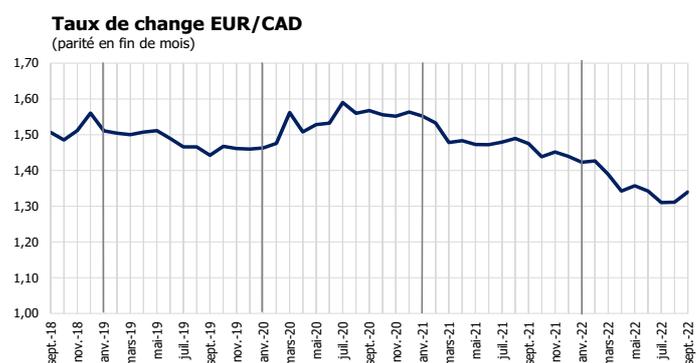


Source : Douanes

La monnaie unique se stabilise au 3^e trimestre

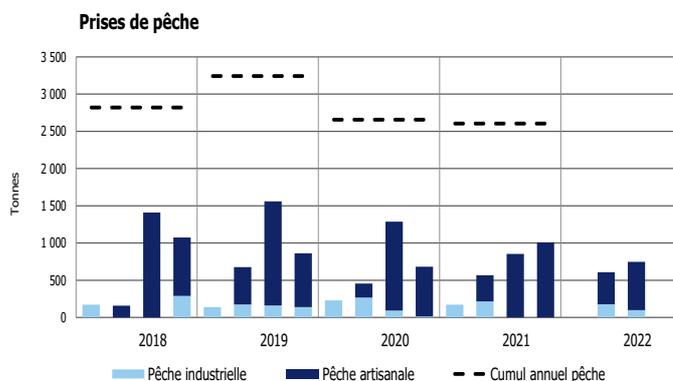
Le taux de change EUR/CAD se stabilise sur trois mois (-0,2 %, après -3,4 % au trimestre précédent) et s'établit à 1,32 dollar canadien en moyenne trimestrielle. Sur un an, l'affaiblissement de l'euro vis-à-vis du dollar canadien s'accroît nettement (-9,1 %). Le Canada étant le 1^{er} fournisseur de l'archipel, l'affaiblissement de l'euro face à la monnaie canadienne continue de peser sur le coût des importations en provenance du Canada et alimente ainsi l'inflation sur le territoire.

Le cours de l'euro remonte toutefois sur un mois au 30 septembre 2022 (+2,2 %).



L'activité halieutique en baisse

Après un regain de croissance au 2^e trimestre 2022, le montant total des prises de pêche se contracte à nouveau sur un an (- 12,5 %) pour s'établir à 747,6 tonnes au 3^e trimestre 2022. Cette évolution s'explique par la baisse de l'activité halieutique artisanale qui représente 86,8 % des prises du secteur. Les prises de pêche artisanale diminuent ainsi à 649,1 tonnes (-24,0 %, variation sur douze mois) après avoir augmenté au trimestre précédent. La pêche artisanale continue de se concentrer autour du concombre de mer dont les prises diminuent sur un an (- 25,9 %). A l'inverse, la pêche à la coquille est en nette hausse (+52,9 %, variation sur douze mois). Les prises de pêche industrielle augmentent à 98,5 tonnes contre 0 tonne un an auparavant. Sur ce trimestre, les prises industrielles sont entièrement concentrées autour de la coquille.



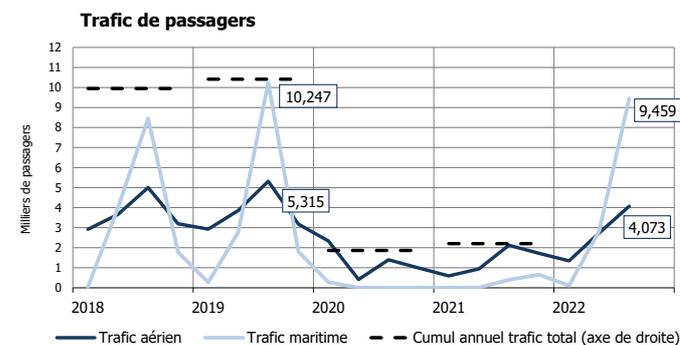
Source: DTAM / Pôle Maritime

Une saison estivale dynamique pour le secteur du tourisme

Au 3^e trimestre 2022, le secteur du tourisme poursuit son rattrapage et tend ainsi à se rapprocher de son dynamisme d'avant-crise : la fréquentation touristique étrangère progresse une nouvelle fois sur un an pour atteindre 8 600 personnes, proche des 9 576 enregistrées au 3^e trimestre 2019 (-10,2 %, variation sur 36 mois). A noter que le nombre de croisiéristes surpasse celui observé au 3^e trimestre 2019 (+8,2 %, variation sur 36 mois), soit un total de 3 260 croisiéristes entre juin et septembre 2022. L'accueil de 11 paquebots de croisières durant la période estivale 2022 et la mise en œuvre d'un nouveau genre d'escale de type « embarquement-débarquement » ou « turn around » expliquent cette évolution.

Concernant le nombre de touristes étrangers arrivant par voie aérienne, celui-ci n'atteint pas encore son niveau post-crise sanitaire (- 28,3 %, variation sur 36 mois), soit 838 touristes.

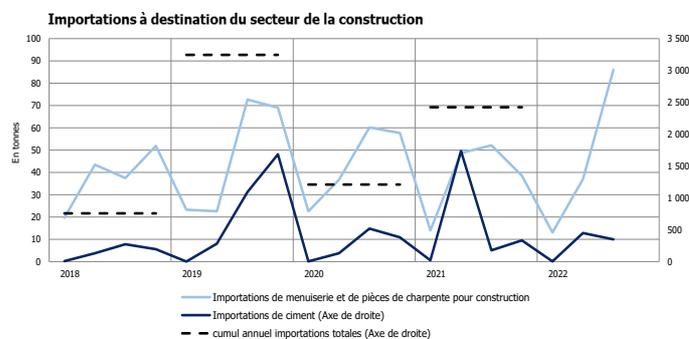
De la même manière, le trafic maritime et aérien continuent d'augmenter sur un an pour se rapprocher de leur niveau d'avant-crise (cf. graphique), bénéficiant des nombreuses rotations de ferries et de la reprise des vols directs vers Paris sur la période. L'ouverture récente d'un Centre d'Information Touristique (CIT) à Terre-Neuve a également bénéficié au tourisme sur l'archipel.



Sources : Police aux frontières

Le secteur du BTP repart à la hausse

Après un redémarrage timide à la suite de l'arrêt hivernal, le secteur du BTP repart à la hausse sur un an au 3^e trimestre 2022 : la consommation de ciment quasi-double (+96,6 %) à 349 tonnes par rapport à septembre 2021. Les importations de menuiseries et pièces de charpente pour construction affichent également une augmentation importante en volume (+65,0 %) sur un an à 86,0 tonnes, soit un niveau record depuis 2018. Ces dynamiques s'expliquent par la reprise de plusieurs chantiers publics sur l'archipel et la construction résidentielle, notamment au quartier des Graves à Saint-Pierre.



Source : Douanes

La conjoncture régionale et internationale

LA CROISSANCE ECONOMIQUE CANADIENNE SE STABILISE

L'activité économique canadienne se stabilise au 3^e trimestre 2022 (+0,7 % contre +0,8 % au trimestre précédent). Il s'agit toutefois de la cinquième hausse trimestrielle consécutive. Ce ralentissement est attribuable au recul de l'investissement en logement (-4,1 %) et à la réduction des dépenses des ménages (-0,3 %). Cette diminution est contrebalancée par l'augmentation des exportations (+2,1 %), notamment de pétrole brut et de bitume et de produits agricoles et halieutiques, et par l'investissement des entreprises en stocks et en ouvrages non résidentiels (+2,8 %). En parallèle, le taux d'épargne des ménages progresse sous l'effet de l'augmentation du revenu disponible et de la baisse des dépenses de consommation.

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de nouveau sur un an en septembre 2022 (+6,9 % après +8,1 % en juin 2022). Ainsi, la croissance de l'inflation globale ralentit. La baisse du prix de l'essence est principalement à l'origine de ce ralentissement. Les prix de l'essence diminuent ainsi pour le 3^e mois consécutif au Canada (-7,4 % entre août et septembre). Cette diminution est attribuable à l'augmentation récente de l'offre mondiale de pétrole brut. Au contraire, les produits alimentaires continuent d'augmenter (+11,4 %), soit la hausse la plus marquée depuis août 1981. Cette pression à la hausse s'explique par des conditions météorologiques défavorables et toujours par l'augmentation des prix d'intrants importants tels que les engrais. La hausse des prix des véhicules automobiles se poursuit de façon plus prononcée (+8,4 %) en raison de la pénurie continue de semi-conducteurs.

Le taux de chômage canadien diminue de -0,2 point de pourcentage par rapport à août pour atteindre 5,2 % en septembre 2022. Le recul du taux de chômage se retrouve principalement chez les femmes du principal groupe d'âge actif (25-54 ans) et de 55 ans et +. **L'emploi** se stabilise (+21 000) en septembre après avoir diminué en août. Le taux d'activité recule légèrement de 0,1 point de pourcentage par rapport à août pour atteindre 64,7 % en septembre.

Source : Statistique Canada.

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 selon les dernières prévisions publiées par le FMI en octobre. Les perspectives restent inchangées par rapport à celles publiées en juillet. Le FMI identifie l'inflation comme l'un des principaux facteurs qui pèsent sur les prévisions de croissance : après s'être établie à 4,7 % en 2021, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,8 % en 2022 avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie sont également mis en avant pour expliquer ces perspectives. En 2023, le FMI anticipe une croissance de 2,7 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après deux trimestres consécutifs de repli. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont retrouvé une dynamique positive. Toutefois, les risques sont orientés à la hausse pour les mois à venir avec une inflation qui se maintient à un niveau élevé et une croissance de l'emploi qui devrait ralentir. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table désormais sur une progression du PIB de 1,6 %, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,8 %. Si la consommation des ménages s'est maintenue sur le trimestre, le renforcement continu de l'inflation devrait peser de plus en plus sur l'activité de la zone dans les mois à venir. À fin septembre, le taux d'inflation a atteint 9,9 %, soit son plus haut niveau depuis qu'Eurostat a commencé à publier cet indicateur en 1997. Le taux de chômage s'est établi pour sa part à 6,6 %. Selon le FMI, le PIB pourrait croître de 3,1 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport aux prévisions de juillet.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,2 % au troisième trimestre selon l'Insee après avoir crû de 0,5 % au trimestre précédent. Si la consommation des ménages marque le pas (+0,0 % après +0,3 %), l'investissement des entreprises accélère fortement (+1,3 % après +0,4 %). Le commerce extérieur contribue à l'inverse négativement à la croissance : les importations progressent de 2,2 % tandis que les exportations continuent de ralentir (+0,7 % après +1,3 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a reculé de 0,3 % au troisième trimestre 2021 après une progression de 1,1 %. La consommation des ménages a notamment été obérée par la résurgence de la pandémie durant l'été, mais également par l'inflation. La chute du yen a par ailleurs fortement pesé sur la balance commerciale du pays. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une croissance de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,7 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions sanitaires imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,2 % selon le FMI. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 3,4 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité économique progresser de 6,8 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 novembre 2022.